

Un visuel qui n'a pas besoin d'explications

Oui, les cinémas rouvrent leurs portes, mais les séances devront se terminer à 21 h au plus tard.



Un visuel qui n'a pas besoin d'explications

Le 15 décembre prochain, les spectateurs vont pouvoir retrouver le chemin des salles obscures.

Le clap de fin vient de résonner et annonce une très bonne nouvelle : la réouverture d'ici quelques jours des salles de cinéma.

Domage, la possibilité de faire des séances en soirée, le ticket faisant foi, évoquée par le Président Macron, mardi soir, n'est pas confirmée par le Premier Ministre, ce jeudi.

Pas de sortie de salle après 21 h

Donc pas de séance à 20 heures !

Ainsi parmi les films à l'affiche pour la réouverture des cinémas, la super-production "Wonder Woman 1984" attendue avec impatience par les spectateurs, dure 2 h 31, ce qui fixerait la dernière séance à 18 h 30.

Programmation en ligne pour le Gers

Ciné 32 promet une programmation sans doute disponible dès le 9 décembre prochain.

Les professeurs, les instituteurs et mêmes les entreprises peuvent envisager des séances pour les scolaires ou pour les salariés, en matinée.

Ciné 32 rajoute, dans sa dernière News, un point sur un thème d'actualité qui inquiète chacun d'entre nous :

Voici donc un extrait du texte de la Société des réalisateurs de films (SRF), des cinéastes, organisations et collectifs publié dans une tribune de Libération en date du 12 novembre, sur un sujet plus qu'inquiétant : une loi - Interdiction de la diffusion d'images de policiers en fonction - visant à protéger la police, mais qui livrerait les victimes à plus d'arbitraire.

Police partout, images nulle part

"...Après avoir nié et invariablement refusé de sanctionner les violences policières, il s'agit d'en effacer toute preuve, dans la mesure où seules les images tournées par des filmeurs anonymes permettent aujourd'hui d'en témoigner.

Pour nombre de cinéastes, cette loi "Sécurité Globale" constitue une censure pure et simple. Un film tel que le récent "Un pays qui se tient sage" de David Dufresne ne pourrait voir le jour, la majorité des sources d'images qu'il utilise tombant sous le coup de la loi.

À l'hégémonie grandissante des images du pouvoir, les cinéastes, les photographes, les journalistes, ainsi que tous les habitants de ce pays, doivent être en mesure d'opposer leurs propres images. Rappelons que l'état de droit tire avant tout sa légitimité du droit de porter un regard sur ce que fait l'État.

Mesdames et Messieurs les députés, nous ne voulons pas d'un monde de surveillance généralisée, régi par un œil tout puissant sur lequel aucun regard ne pourrait se porter..."